

Plaidoyer pour l'investissement (1re partie)

La nécessité de corriger notre déficit d'investissement pour plus de prospérité au Québec

Luc Godbout
Collaboration spéciale
ANALYSE

Ce plaidoyer pour l'investissement comporte deux volets.

Le premier volet porte sur le rôle crucial de l'investissement et sur la nécessité de corriger le diagnostic de sous-investissements au Québec.

Demain, le second volet abordera la nécessité d'appuyer l'investissement en régions éloignées pour favoriser leur autonomie et leur prospérité.

Nous entendons souvent dire qu'il y aurait un problème de sous-investissements au Québec. Pour cette raison, le gouvernement a constitué, l'automne dernier, un Groupe de travail sur l'investissement, avec le professeur d'économie Pierre Fortin à sa tête, pour l'aider à identifier les moyens d'accroître l'investissement pour soutenir la croissance économique. Leurs recommandations sont attendues sous peu.

D'entrée de jeu, plusieurs peuvent se demander, mais pourquoi est-ce si primordial que les investissements augmentent?

Pour bien comprendre le rôle crucial de l'investissement, il faut revenir aux sources de croissance de l'économie du Québec.

Depuis 25 ans, notre économie a augmenté au rythme de 2,1 % par année. Toutefois, une large part de cette croissance provenait de la simple augmentation de la population québécoise. Le seul fait d'être plus nombreux à travailler expliquerait, à lui seul, grosso modo, 40 % de l'essor économique québécois des 25 dernières années.

Or, l'avenir sera différent. Avec le départ à la retraite des baby-boomers, nous savons déjà que la population de 15 à 64 ans, notre principal bassin de travailleurs potentiels et, au demeurant, notre principale source d'emplois et d'activités économiques, atteindra un sommet en 2011 et diminuera ensuite 550 000 personnes en 20 ans.

Arrêtons de se faire des cachotteries, cette contraction du bassin de travailleurs potentiels de plus d'un demi-million de paires de bras et de cerveaux réduira indiscutablement et lourdement la croissance économique future du Québec.

Dès lors, comme les départs à la retraite réduiront le nombre d'heures travaillées, il faut bien cerner les tenants et les aboutissants de la productivité – c'est-à-dire la production pour chaque heure travaillée – qui est l'autre élément clé de la croissance économique québécoise.

En 2006, la productivité par heure travaillée représentait 44 \$ au Québec comparativement à 52 \$ dans le reste du Canada et à 57 \$ aux États-Unis. Or, ce sont ces quelques dollars par heure travaillée qui expliquent le niveau de vie plus faible au Québec.

Si par magie, la productivité par heure travaillée au Québec devait être comparable à celle des États-Unis, l'économie québécoise serait beaucoup plus développée. Pour bien illustrer à quoi ressemblerait un Québec dont la productivité par heure travaillée serait 30 % plus élevée, c'est comme si nous ajoutions à la production actuelle de l'économie québécoise, l'équivalent de toute la production des provinces de l'Atlantique : Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick.

Nécessairement, l'absence d'une telle production additionnelle au Québec prive l'État, ses régions et ses citoyens de revenus importants qui pourraient notamment servir à financer nos services et infrastructures publics.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas tant d'avoir une productivité plus faible que nos principaux partenaires économiques, expliquant notre niveau de vie plus bas, qui crée un malaise. Le plus préoccupant est de savoir que l'écart de productivité qui existe avec nos principaux partenaires a eu tendance, de l'aveu même du ministère des Finances du Québec, à s'aggraver au cours des 25 dernières années.

Il faut donc aborder les principaux déterminants de la croissance de la productivité, il s'agit du capital humain, du capital physique et du progrès technologique.

Pour le capital humain, inévitablement l'éducation y joue un rôle central. De ce côté, il faut reconnaître que beaucoup de travail a déjà été accompli depuis la Révolution tranquille. Évidemment, il faut continuer à lutter avec acharnement contre le décrochage scolaire et mieux développer la formation continue.

Du côté du progrès technologique, il faut dire que le Québec réussit bien en matière de recherche et développement, il reste à favoriser l'innovation au sens large et son intégration dans les procédés des entreprises.

L'autre importante source de productivité est évidemment l'investissement dans le capital physique, essentiellement l'équipement des entreprises.

Manifestement, c'est là où la performance du Québec déçoit. L'investissement en machines et équipement croît moins rapidement au Québec que chez ses principaux partenaires commerciaux nord-américains. Alors qu'au Canada le taux moyen d'investissement en machinerie entre 1989 et 2006 se situait déjà 16 % en dessous de celui des États-Unis, le taux moyen d'investissement en machinerie du Québec s'établissait 5 % en deçà de la moyenne canadienne.

Le nerf de la guerre est donc là.

Si par le passé, nous pouvions compter sur la démographie pour générer une portion significative de la croissance économique, cela ne sera plus le cas à l'avenir. Maintenant, pour qu'il ait de la croissance économique sur son territoire, le Québec devra faire croître la productivité par heure travaillée.

Or, pour que cette productivité s'accélère, la bougie d'allumage est l'investissement des entreprises dans leurs équipements.

Évidemment, la rapide ascension du dollar canadien crée un contexte économique difficile pour bon nombre d'entreprises québécoises exportant aux États-Unis. Mais, à l'inverse, l'impact positif de la montée du dollar canadien est de réduire le coût des machines et équipements importés. Ainsi, si le *Yin* peut avoir pour effet de retarder les projets d'expansion, le *Yang* offre au contraire des opportunités d'investissement à saisir pour moderniser la production.

Pour en profiter pleinement, il est nécessaire que le gouvernement se serve de ce contexte pour inciter les entreprises à investir, contribuant à corriger le déficit d'investissements au Québec tout en stimulant par la même occasion la croissance de la productivité.

Luc Godbout est professeur à la Chaire en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke

Journal La Tribune, 16 février 2008